

L'AGRO-ALIMENTAIRE AU BURKINA FASO, UN SECTEUR A PROMOUVOIR.

**COMMUNICATION DE MONSIEUR ISSA MARTIN BIKIENGA ¹AU COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR LES 20 ANS DE CREATION DE L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST –
UNITE UNIVERSITAIRE (UCAO-UUB) A BOBO-DIOULASSO,
BURKINA FASO**

11 NOVEMBRE 2025, BOBO-DIOULASSO

**Issa Martin BIKIENGA
Mai 2025**

¹ Issa Martin BIKIENGA, ingénieur agroéconomiste à la retraite, consultant en développement rural. Membre de l'Académie Nationale des Sciences, des Arts et des Lettres du Burkina Faso (ANSAL-BF), 03 BP 7156 Ouagadougou 03. Tél. (226) 70 26 07 58. Mail : issa_bikienga@yahoo.fr; issa32bikienga@gmail.com

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
PROLOGUE.....	5
RESUME	6
INTRODUCTION	7
1. Les enjeux de l'agro-alimentaire en Afrique et au Burkina Faso	8
1.1. <i>Le rôle de l'agro-alimentaire dans la sécurité alimentaire</i>	8
1.2. <i>L'évolution de la demande alimentaire</i>	9
1.3. <i>Les difficultés d'accès au marché</i>	10
1.4. <i>L'absence d'un financement adapté</i>	11
2. Contribution de l'agro-alimentaire à l'économie nationale au Burkina Faso	11
2.1. <i>Place de l'agro-alimentaire dans les politiques publiques</i>	11
2.2. <i>Chiffres-clés de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale</i>	13
2.3. <i>Caractérisation de l'agro-alimentaire au Burkina Faso</i>	15
2.3.1. <i>Principales filières de transformation agro-alimentaire</i>	15
2.3.2. <i>Les niveaux de transformation agro-alimentaire</i>	15
2.3.3. <i>Les défis</i>	16
2.3.4. <i>Les opportunités</i>	17
2.3.5. <i>Les perspectives</i>	18
3. Comment promouvoir l'agro-alimentaire au Burkina Faso ?.....	18
3.1. <i>Prise en compte dans les politiques publiques</i>	18
3.2. <i>Renforcement des capacités des acteurs</i>	20
3.3. <i>Soutien à la recherche sur l'agro-alimentaire</i>	21
CONCLUSION	23
BIBLIOGRAPHIE.....	24

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Contribution au PIB en %	13
Tableau 2 : Contributions fiscales.....	13
Tableau 3 : Evolution du chiffre d'affaires.....	14
Tableau 4 : Part contributive à la création d'emplois	14
Tableau 5 : Evolution de la masse salariale supportée selon la branche d'activité en millions FCFA...	14
Tableau 6 : Niveaux de transformation agro-alimentaire au Burkina Faso	15

SIGLES ET ABREVIATIONS

APEC :	Agence pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Communautaire
ASPHF:	Agro-sylvo-pastoral halieutique et faunique
BAD :	Banque Africaine de Développement
CNRST :	Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique
DGDI :	Direction Générale du Développement Industriel
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale
FIAB :	Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de transformation du Burkina
FRIA-AO :	Fédération sous-Régionale des Industries Agro-Alimentaires de l'Afrique de l'Ouest
IRSAT :	Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies
MARAH :	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques
MDICAPME :	Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises
MICA :	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
PA-SD :	Plan d'Actions de Stabilisation et de Développement
PFNL :	Produit forestier non ligneux
PIB :	Produit intérieur brut
PME :	Petite et moyenne entreprise
PNIASP :	Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral
PNRST :	Politique Nationale de la Recherche Scientifique et Technologique
PNSAN :	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
UCAO-UUB :	Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest – Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso
UTL :	Unité de traitement du lait

PROLOGUE

Je voudrais exprimer ma profonde gratitude à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest-Unité Universitaire (UCAO-UUB) à Bobo-Dioulasso pour m'avoir donné l'occasion de prendre part au Colloque international sur les 20 ans de création de l'UCAO-UUB à Bobo-Dioulasso. J'y participe avec une communication intitulée « **L'agro-alimentaire au Burkina Faso, un secteur à promouvoir** ». Il s'agit pour moi d'apporter ma modeste contribution à la promotion du secteur de l'agro-alimentaire au Burkina Faso, le cœur de métier de l'UCAO-UUB.

RESUME

L'agro-alimentaire joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des Africains, car en Afrique, l'alimentation des populations rurales et urbaines est assurée par la consommation d'aliments non transformés et d'aliments transformés en fonction des revenus et du niveau de vie. La demande alimentaire dans les pays africains ne cesse d'augmenter car elle est tirée par la croissance démographique. Du coup, on observe une augmentation de la consommation de produits transformés.

Les défis de l'agro-alimentaire sont nombreux parmi lesquels on peut citer les difficultés d'accès au marché et le manque d'un financement adapté.

L'agro-alimentaire ne fait pas l'objet d'une politique ou d'une stratégie spécifique au Burkina Faso. Dans les documents de politiques publiques, il est inclus dans l'industrie en général. Malgré tout, sa contribution à l'économie nationale est indéniable : part dans le PIB (6 à 7%), impôts et taxes payés pouvant atteindre environ 10 milliards FCFA par an, chiffre d'affaires annuel de près de 200 milliards FCFA, création de 7 000 à 13 000 emplois par an, une masse salariale annuelle pouvant aller jusqu'à 16 milliards FCFA.

Au regard de l'importance de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale et la recherche de la souveraineté alimentaire, il y a lieu d'accorder à ce secteur une attention particulière. Pour y parvenir nous proposons les pistes de réflexion suivantes à explorer : (i) prise en compte de l'agro-alimentaire dans les politiques publiques, (ii) renforcement des capacités des acteurs, (iii) soutien à la recherche sur l'agro-alimentaire.

INTRODUCTION

L'Afrique est confrontée actuellement à de nombreux problèmes qui freinent son développement. Parmi ces problèmes, nous avons choisi de mettre le doigt sur la souveraineté alimentaire qu'il faut absolument réaliser au plus tôt. La souveraineté alimentaire se situe au sommet des principales questions de développement de l'Afrique. Fort heureusement, les chefs d'Etat et de gouvernement africains en sont conscients. A titre illustratif, un événement récent sur la souveraineté alimentaire a été organisé du 25 au 27 janvier 2023 par SEM Macky Sall, à l'époque Président de la République du Sénégal et Président de l'Union Africaine, sur le thème « **Sommet Dakar 2 – Nourrir l'Afrique: Souveraineté alimentaire et résilience** ». Ce sommet a débouché sur une déclaration dite Déclaration de Dakar.

La Déclaration de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience issue de ce sommet stipule clairement que les pays africains conviennent que c'est à présent l'heure pour l'Afrique de se nourrir elle-même et d'exploiter pleinement son potentiel agricole pour contribuer à nourrir le monde.

Le discours prononcé par Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement, lors de ce sommet, va également dans ce sens et renforce cette prise de position des décideurs politiques africains. Quelques extraits choisis de son discours le montrent à suffisance :

« L'heure est à la souveraineté alimentaire et à la résilience de l'Afrique.

Si des progrès ont été enregistrés ces derniers temps, avec une croissance du secteur agricole dans plusieurs pays, le continent reste trop dépendant des importations alimentaires. L'Afrique importe plus de 100 millions de tonnes de denrées alimentaires aujourd'hui, d'une valeur de 75 milliards de dollars par an.

L'Afrique peut et doit se nourrir par elle-même. Avec 65 % des terres arables non cultivées de la planète, ce que l'Afrique fera de son agriculture déterminera l'avenir de l'alimentation dans le monde.

Nous devons nous lever et nous dire qu'il est temps de nourrir l'Afrique. Le moment est propice et l'heure est venue : nous devons nourrir l'Afrique ! »²

² Groupe de la Banque africaine de développement, 2023. Discours prononcé par Akinwumi A. Adesina, président de la BAD au Sommet Dakar 2. *Nourrir l'Afrique. Souveraineté alimentaire et résilience*, 25-27 janvier 2023, Dakar, Sénégal.

Le président de la Banque africaine de développement fait des propositions concrètes pour permettre à l'Afrique de se nourrir elle-même : les variétés adaptées, les infrastructures (routes, énergie, stockage, irrigation), les marchés, la transformation des denrées alimentaires, la création de valeur ajoutée, les politiques de soutien et de financement, le soutien aux petits exploitants agricoles, notamment les femmes et les jeunes, l'appui à l'agro-industrie, le renforcement du secteur privé, etc. En clair, il soutient sans ambiguïté la transformation des denrées alimentaires, l'agro-industrie et la création de valeur ajoutée.

C'est donc dire l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest – Unité Universitaire (UCAO-UUB) est un précurseur dans la promotion de l'agro-alimentaire et de l'agro-industrie. Sans conteste, l'UCAO a donc fait le bon choix en confiant à son Unité Universitaire de Bobo-Dioulasso (UUB) la thématique « agroalimentaire » pour son développement. L'organisation de ce colloque sur le thème **“vingt ans de formation universitaire et de recherche centrée sur l'Agroalimentaire au service de l'intégration africaine et du développement local”** permettra de fournir des éléments solides pour aller plus loin dans le développement de l'agro-alimentaire en faveur de la région des Hauts-Bassins et du Burkina Faso.

Nous voulons contribuer aux échanges sur ce thème avec une modeste communication intitulée **« L'agro-alimentaire au Burkina Faso, un secteur à promouvoir »**. Cette communication s'articule autour des points suivants :

- les enjeux de l'agro-alimentaire en Afrique ;
- contribution de l'agro-alimentaire au Burkina Faso ;
- comment promouvoir l'agro-alimentaire au Burkina Faso ?

C'est aussi un appel que nous lançons aux décideurs politiques, aux acteurs du développement, qu'ils soient étatiques ou non-étatiques, aux amis du Burkina Faso, pour qu'ils soutiennent l'agro-alimentaire par tous les moyens et à tous les niveaux.

1. Les enjeux de l'agro-alimentaire en Afrique et au Burkina Faso

1.1. Le rôle de l'agro-alimentaire dans la sécurité alimentaire

En Afrique, l'alimentation des populations rurales et urbaines est assurée par la consommation d'aliments non transformés et d'aliments transformés en fonction des revenus et du niveau de vie. La réalisation de la sécurité alimentaire est basée sur les productions locales et les importations commerciales dans des proportions différentes selon les pays. De nos jours, les petites et moyennes entreprises (PME) sont en train de monter en puissance dans leur contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire. En effet, les PME du secteur agro-alimentaire assurent plus de 60% de la production et du commerce des produits agricoles sur le continent africain et jouent déjà un rôle essentiel pour nourrir l'Afrique³. Or, le continent africain est frappé de plein fouet par le phénomène du changement climatique qui menace

³ Investisseurs & Partenaires et l'agro-alimentaire. Accompagner les PME qui nourrissent l'Afrique. Avril 2023.

son développement. Les manifestations du changement climatique et ses effets sur la sécurité alimentaire sont visibles depuis plusieurs années, mais surtout vont se poursuivre dans la durée même avec les actions d'atténuation et d'adaptation qui ne pourront que les réduire. Cela interpelle les décideurs politiques et les acteurs du développement sur l'occurrence de graves tensions qui vont affecter la sécurité alimentaire. Le changement climatique va impacter la production agricole et alimentaire ainsi que la demande alimentaire. Du coup, les importations de denrées alimentaires vont augmenter. Comme susmentionné dans le discours prononcé par le président de la BAD lors du sommet sur le thème « **Sommet Dakar 2 – Nourrir l'Afrique: Souveraineté alimentaire et résilience** », *l'Afrique importe plus de 100 millions de tonnes de denrées alimentaires aujourd'hui, d'une valeur de 75 milliards de dollars par an*. Il faudra s'attendre à une augmentation des importations de denrées alimentaires. Selon Investisseurs & Partenaires et l'agro-alimentaire, un groupe d'investissement d'impact entièrement dédié aux PME africaines, ces importations qui étaient de 14 % en 2015 pourraient passer à 25% en 2025.

Pour contrer l'augmentation des importations de denrées alimentaires et combler les déficits des productions locales, des solutions efficaces existent pour les pays africains. La première consiste à opter résolument pour la souveraineté alimentaire par laquelle les pays choisissent de définir librement leurs politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, et de réglementer la production et le commerce agricoles afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, en d'autres termes d'être autonomes. La deuxième solution met le curseur sur le soutien aux PME sur lequel nous reviendrons plus loin en détail. Il ne s'agit pas de deux solutions qui s'excluent mais qui se complètent.

1.2. L'évolution de la demande alimentaire

La demande alimentaire dans les pays africains ne cesse d'augmenter car tirée par la croissance démographique. Un changement important dans les produits alimentaires consommés s'observe au niveau de la diversification qui touche aussi bien les zones urbaines que les zones rurales.

Tout d'abord, avec l'amélioration des moyens d'existence, les régimes alimentaires dans beaucoup de pays africains à revenu intermédiaire sont devenus plus variés et plus riches. Ils ne se limitent plus aux céréales ou aux tubercules mais prennent davantage en compte les protéines d'origine animale (viande et poisson).

Par ailleurs, les consommateurs de bon nombre de pays africains ont de plus en plus d'exigences en matière de qualité et de salubrité alimentaire. Les consommateurs, qui disposent d'un fort pouvoir d'achat et de peu de temps libre, ont tendance à acheter des aliments cuisinés et des fruits et légumes frais préparés, mais aussi des denrées répondant à certaines normes de qualité. Cela signifie que de nombreux produits acquièrent une valeur ajoutée considérable en passant de la ferme à la table. Les personnes responsables de la transformation, de la logistique et de la commercialisation sont plus à même d'ajouter le plus de valeur à leur produit et tirer le plus de profit d'un meilleur processus de transformation et logistique.

Les produits agricoles non transformés ou faiblement transformés trouvent difficilement des débouchés dans les centres urbains, là où la demande existe. La tendance actuelle est à la consommation de produits préparés, bien conditionnés, bien présentés, répondant à des normes de qualité. Seul le développement des chaînes de valeur peut permettre de créer ces conditions favorables de commercialisation et d'exploiter les marchés potentiels qui existent dans les grandes villes. C'est donc dire qu'avec une telle évolution de la demande alimentaire, les PME de l'agro-alimentaire disposent d'un marché assez vaste.

1.3. Les difficultés d'accès au marché

Les PME de l'agro-alimentaire en Afrique ont une double difficulté d'accès au marché international. Tout d'abord, elles ont du mal à acquérir les matières premières en raison des conflits internes ou externes aux pays. Les conflits internes, liés à l'occupation de l'espace, sont créés par les migrations forcées dues au terrorisme. La production agricole devient aléatoire et n'arrive plus à assurer la disponibilité des matières premières nécessaires à la transformation agro-alimentaire. A cela il faut ajouter les conflits internationaux qui ont pour effet d'augmenter les prix des matières premières nécessaires à la production agricole et à la transformation agro-alimentaire. Tous ces multiples chocs mettent à mal les PME africaines.

Dans le cas du Burkina Faso, la situation est particulièrement difficile. Les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie souffrent de la mauvaise intégration entre les producteurs et les entreprises agro-alimentaires. Le potentiel de production et de transformation agro-alimentaire demeure sous-exploité. Certaines matières premières agricoles sont exportées brutes pour être transformées dans les pays voisins (Côte-d'Ivoire et Ghana) où les structures des coûts de la transformation sont plus compétitives. Le faible niveau de structuration de l'industrie agro-alimentaire nationale favorise la consommation des produits alimentaires importés dans les zones urbaines, car ces produits bénéficient de régimes fiscaux et douaniers favorables. Le lait en poudre et le sucre importés exercent une concurrence déloyale par rapport à la production nationale.

Des PME de transformation agro-alimentaires dynamiques se développent dans divers sous-secteurs (sésame, mangue, jus de fruits, maïs, noix de cajou, karité, etc.) tirées par la demande croissante des marchés nationaux, régionaux et internationaux. Malheureusement elles rencontrent des problèmes d'approvisionnement en matières premières auprès des producteurs burkinabè pour des raisons diverses : disponibilité tout au long de l'année, respect des normes de qualité, etc. Enfin, d'autres pesanteurs freinent le développement des PME : faiblesse des infrastructures (transport, stockage, coût de l'énergie et de l'eau), des compétences en gestion d'entreprise (comptabilité, planification) et de l'accès au financement (coût du crédit)⁴.

1.4. L'absence d'un financement adapté

La transformation agro-alimentaire nécessite des financements importants. Tout d'abord, il y a les investissements à réaliser pour créer des conditions favorables à la transformation. En outre, il y a les besoins en fonds de roulement pour mener la transformation de façon régulière. Or, en Afrique l'agriculture d'une manière générale est considérée par les banques et établissements financiers comme un secteur risqué. Du coup, la transformation agro-alimentaire se trouve handicapée.

L'agriculture comme la transformation agro-alimentaire sont des activités saisonnières qui nécessitent des crédits de campagne adaptés. Pour le moment, ces crédits de campagne sont peu développés ou quand ils existent sont surtout orientés vers les cultures industrielles telles que le coton, le café et le cacao par exemple.

2. Contribution de l'agro-alimentaire à l'économie nationale au Burkina Faso

2.1. Place de l'agro-alimentaire dans les politiques publiques

L'agro-alimentaire ne fait pas l'objet d'une politique ou d'une stratégie spécifique au Burkina Faso. Dans les documents de politiques publiques, il est inclus dans l'industrie en général.

Si l'on se réfère au rapport 2022 sur l'industrie au Burkina Faso⁵ élaboré par la Direction Générale du Développement Industriel (DGDI) du Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises (MDICAPME), il est reconnu que le développement industriel joue un rôle majeur dans le développement économique du pays. Il permet la création de richesse et d'emplois pour les populations.

⁴ Inter-Réseaux Développement Rural, 2021. Le secteur privé dans les filières agro-alimentaires au Burkina Faso. Etat des lieux des acteurs et des appuis.

⁵ Rapport 2022 sur l'industrie. Contribution des meuneries au développement socio-économique du Burkina Faso.

La vision politique actuelle du Burkina Faso est l'industrialisation par substitution aux importations. Elle est mise en exergue par le Plan d'Actions de Stabilisation et de développement (PA-SD) et le Programme d'entrepreneuriat communautaire par actionnariat populaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda de la Transition, les actions du secteur liées aux transformations industrielles et artisanales définies par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) relèvent du pilier 3 : “ *Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance*” du PA-SD, plus précisément de son objectif stratégique 4.2 : *Développer un secteur industriel et artisanal compétitif, à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents*, ce qui montre l'importance du développement industriel dans la politique actuelle de développement économique et social.

Le Programme d'entrepreneuriat communautaire porté par l'Agence pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Communautaire (APEC), permettra d'employer le maximum de jeunes dans la production, la transformation et la commercialisation dans divers domaines, tels que l'agriculture, les mines et l'industrie.

Concrètement, l'APEC identifie des projets d'entreprise et assure leur financement par “actionnariat populaire”, qui consiste à ouvrir le capital de ces entreprises à la participation de tous les Burkinabè.

La transformation agro-alimentaire est évoquée dans le Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) - 2021-2025 du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH). Ce plan consacre un axe stratégique à la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques (ASPHF). L'objectif stratégique 2.1. cible le développement des chaînes de valeurs des filières ASPHF. L'effet attendu E.A.2.1.. y relatif est formulé comme suit: *La transformation des produits ASPHF est accrue.*

Avec cet effet attendu, l'ambition est de porter le taux de transformation des produits agricoles de 30% en 2020 à 38% en 2025, le taux de transformation du lait local dans les unités de traitement de lait (UTL) de 75% en 2020 à 100% en 2025, le taux d'accroissement de la quantité de miel transformée de 7% en 2020 à 11% en 2025, le taux d'accroissement de la viande produite dans les abattoirs de -57% en 2020 à 2% en 2025 et le taux de transformation des produits forestiers non ligneux (PFNL) de 63,36% en 2018 à 80% en 2025.

Les principales actions concernent : (i) la promotion de la transformation des produits agricoles nationaux, (ii) l'accroissement de la transformation des produits animaux (viande, lait, miel, cuirs et peaux), (iii) l'appui à la mise en place d'entreprises modernes vertes de transformation de PFNL, et, (iv) la mise au point des procédés adaptés de transformation et de conservation des produits agro-sylvo-pastoraux.

L'agro-alimentaire est également évoqué dans la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN) 2018+2027. L'Axe 2 de cette politique est formulé comme suit: *Amélioration de l'accessibilité physique et financière aux produits alimentaires*. L'objectif stratégique OS2.2 est le suivant : *Accroître les infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation*. Les actions prévues sont ci-dessous listées:

- renforcement des infrastructures de stockage des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ;
- renforcement des infrastructures de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ;
- renforcement des infrastructures de commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ;
- renforcement des infrastructures d'abattage et de conservation des produits animaux.

En résumé, l'agro-alimentaire est cité dans les politiques publiques mais pas toujours de façon explicite. Aucune stratégie ne lui est spécifiquement consacrée. Cependant, on peut retenir que les politiques publiques actuellement en vigueur sont favorables au développement de l'agro-alimentaire.

2.2. Chiffres-clés de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale

Les tableaux 1 à 5 contiennent quelques chiffres-clés de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale.

La contribution de l'agro-alimentaire au PIB est assez importante. Elle a évolué de 6,1 à 7,3% entre 2018 et 2022 (Cf. tableau 1).

Tableau 1 : Contribution au PIB en %

Libellé	2018	2019	2020	2021	2022
Agro-alimentaire	6,1	6,3	6,1	6,7	7,3

Source : DGD, Rapport 2022

Les montants des impôts et taxes payés sont indiqués au tableau 2 ci-dessous. En valeur absolue ils ont varié entre 6,7 et 10,7 milliards FCFA entre 2020 et 2021. Après une forte hausse de 59,73% entre 2020 et 2021, ils ont connu une baisse de 9,62% entre 2021 et 2022.

Tableau 2 : Contributions fiscales

Libellé	Montants des paiements en FCFA				
	2020	2021	Variation (21/20)	2022	Variation (22/21)
Agro-alimentaire	6 743 357 673	10 771 052 107	59,73%	9 734 935 075	-9,62%

Source : DGD, Rapport 2022

L'agro-alimentaire au Burkina Faso, un secteur à promouvoir communication de Monsieur Issa Martin BIKIENGA au colloque international sur les 20 ans de création de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest – Unité Universitaire (UCAO-UUB) à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso.

Le chiffre d'affaires dégagé par l'agro-alimentaire est consistant. D'un montant de 131 929 693 488 FCFA en 2020, il a atteint 163 592 407 459 FCFA, soit une hausse de 24% pour s'établir à 199 027 181 041 FCFA en 2022 (Cf. tableau 3).

Tableau 3 : Evolution du chiffre d'affaires

Libellé	Chiffre d'affaires en FCFA				
	2020	2021	Variation (21/20)	2022	Variation (22/21)
Agro-alimentaire	131 929 693 488	163 592 407 459	24,00%	199 027 181 041	21,66%

Source : DGD, Rapport 2022

Le secteur de l'agro-alimentaire est source de création d'emplois. Sur la période 2018 et 2022 la part contributive à la création d'emplois dans le secteur industriel a évolué de 23,85% à 31,31% (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Part contributive à la création d'emplois

Libellé	2018	Part	2019	Part	2020	Part	2021	Part	2022	Part
Agro-alimentaire	13191	31,31%	11721	23,85%	9536	28,53%	11959	25,70%	7291	24,45%

Source : DGD, Rapport 2022

Sur la période 2019-2022, la masse salariale supportée par l'industrie alimentaire a atteint le montant de 16 170 823 000 FCFA en 2021 puis chuté à 8 311 285 000 FCFA en 2022 (Cf. tableau 5).

Tableau 5 : Evolution de la masse salariale supportée selon la branche d'activité en millions FCFA

Branche activité	2019	Part	2020	Part	2021	Part	2022	Part
Industrie alimentaire	12 320,252	12,53%	13 299,906	12,89%	16 170,823	11,55%	8 311,285	37,59%

Source : DGD, Rapport 2022

Ces données mettent en évidence le poids relativement important de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale. Elles justifient la nécessité d'une attention particulière à accorder à ce secteur dans le développement socio-économique du pays.

2.3. Caractérisation de l'agro-alimentaire au Burkina Faso

Lors de la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation en 2024, la Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale (DGPER) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH) a fait une présentation intitulée « **Etat des lieux de la transformation et de la valorisation des produits agropastoraux et halieutiques au Burkina Faso** ». Nous reprenons ci-dessous dans le but d'une plus grande diffusion les points-clés de cette présentation qui fournit des informations intéressantes sur la question de l'agro-alimentaire au Burkina Faso.

2.3.1. Principales filières de transformation agro-alimentaire

Selon la DGPER, les principales filières de transformation agro-alimentaire au Burkina Faso sont les suivantes :

- **Les céréales:** *riz, mil, maïs et sorgho* : ces cultures sont transformées en farines, semoules, couscous, grumeaux, biscuits, bouillies, bière, aliments pour bétail, etc.
- **Les oléagineux:** *karité, arachide, sésame, soja* sont transformés en huile, pâtes, gâteaux, biscuits, farine, lait, fromage.
- **Les fruits et légumes :** *les mangues, lianes, raisins, balanitès, pain de singe, tomates, et d'autres fruits et légumes* sont transformés en jus, vins, vinaigre, huile, confitures, conserves, purées, compotes, produits séchés, produits fermentés, etc.
- **Les tubercules:** *ignames, patates, pomme de terre, manioc, etc.* sont transformés en farine, pâte, attiéké, semoule, couscous, biscuits, etc.
- **Élevage et produits halieutiques :** production de viande fraîche, de viande séchée, viande fumée, charcuteries, lait, yaourts, fromage, œufs, transformation des peaux et des cuirs pour la fabrication de chaussures, de sacs, de ceintures, etc.
- **Valorisation des déchets** pour la production d'engrais organiques.

2.3.2. Les niveaux de transformation agro-alimentaire

Les niveaux de transformation agro-alimentaire sont les suivants (Cf. tableau 6) :

Tableau 6 : Niveaux de transformation agro-alimentaire au Burkina Faso

Transformation artisanale	Transformation semi-industrielle	Transformation industrielle
Pratiques traditionnelles: souvent réalisée par les femmes, cette transformation se fait à petite échelle, utilisant des outils simples et des techniques ancestrales.	Unités de transformation de taille moyenne: ces unités utilisent des équipements plus sophistiqués, mais la production reste souvent destinée aux marchés locaux.	Grandes entreprises: ces entreprises utilisent des technologies modernes et des équipements industriels pour transformer de grandes quantités de matières premières.

Source : DGPER (MARAH), 2024.

2.3.3. Les défis

La transformation agro-alimentaire au Burkina Faso fait face à de nombreux défis :

- **Insuffisance voire indisponibilité de données statistiques sur la transformation :** insuffisance de dispositif permettant d'obtenir des données régulièrement actualisées sur la transformation, les unités de transformation, les transformateurs et transformatrices, les consommateurs, la concurrence et l'évolution de ce maillon important de la chaîne.
- **Production saisonnière:** la production agricole au Burkina Faso est fortement influencée par les saisons, ce qui rend souvent difficile l'approvisionnement régulier en matières premières.
- **Accès limité aux infrastructures et technologies de transformation :**
 - les unités de transformation modernes et efficaces sont rares;
 - les équipements disponibles sont souvent obsolètes ou inadaptés, ce qui réduit la capacité de transformation et la qualité des produits transformés;
 - les infrastructures de transport et de stockage sont souvent insuffisantes, ce qui augmente les coûts de production et de distribution;
 - la durée de conservation des produits transformés est souvent limitée, entraînant des pertes;
 - faible disponibilité et accessibilité aux emballages.
- **Formation et renforcement des capacités :**
 - il existe un déficit de formation technique dans le domaine de la transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques;
 - les acteurs du secteur manquent souvent de compétences nécessaires pour améliorer les procédés de transformation et répondre aux standards de qualité, alors qu'il est essentiel de respecter les normes de qualité rigoureuses pour des produits certifiés afin d'accéder à des marchés plus vastes et garantir la satisfaction des consommateurs.
- **Énergie/eau :**
 - la transformation nécessite une énergie fiable, mais l'accès à l'électricité reste limité et coûteux dans de nombreuses zones rurales, ce qui freine les activités de transformation;
 - la disponibilité de l'eau potable reste une difficulté dans certaines localités.

- **Faible diversification des produits :**

- Les produits transformés sont souvent limités à un nombre restreint de variétés ou de formes (farine, huile, etc.), ce qui réduit les opportunités de diversification et d'innovation pour répondre aux besoins changeants du marché.

- **Concurrence des produits importés**

- Les produits agro-alimentaires importés sont souvent plus compétitifs en termes de prix et de qualité ou présentation. Cela limite la demande pour les produits locaux transformés, en particulier dans les zones urbaines où les consommateurs ont accès à des produits importés d'une meilleure image de marque et d'emballage plus attractif.

- **Faible valorisation des sous-produits**

- De nombreux sous-produits issus des processus de transformation (peaux, tourteaux, fibres, etc.) ne sont pas suffisamment valorisés, ce qui réduit le potentiel économique du secteur.

- **Faible accès au financement et soutien aux petites entreprises :**

- Les investissements nécessaires pour développer des infrastructures de transformation sont souvent importants et difficiles à mobiliser.

2.3.4. Les opportunités

Malgré les défis susmentionnés, le secteur de l'agro-alimentaire comporte des opportunités importantes répertoriées par la DGPER :

- **Augmentation de la production agricole, pastorale et aquacole** dont une abondance de la matière première.
Volonté politique: initiatives en cours pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), accès facilité au financement et aux technologies de transformation, les incitations fiscales, promotion des chaînes de valeur.
- **Marchés locaux en croissance:** la demande en produits alimentaires transformés, notamment dans les zones urbaines, est en constante augmentation.
- **Potentiel des marchés régionaux:** les accords de libre-échange régionaux offrent de nouvelles perspectives pour exporter vers les pays voisins.
- **Niche des produits biologiques et artisanaux:** les produits biologiques et artisanaux burkinabè peuvent trouver leur place sur des marchés de niche, notamment dans les pays développés.
- **Diaspora:** les communautés burkinabè à l'étranger représentent un marché potentiel pour les produits locaux.

- **Tendances de consommation:** les consommateurs accordent de plus en plus d'importance à la qualité, à l'origine des produits et aux pratiques durables, ce qui peut favoriser les produits burkinabè.
- **Fibre patriotique en croissance.**

2.3.5. Les perspectives

Enfin, la DGPER souligne les perspectives de développement de la transformation agro-alimentaire au Burkina Faso :

- Répertoire des transformatrices, des restaurants et points de vente des mets locaux.
- Promotion des mets locaux.
- Promotion de la qualité.
- Renforcement des unités de transformation.
- Vitrine du Consommer Local dans chaque région.
- Inciter la prise en compte systématique des mets locaux dans les menus des hôtels.
- Promotion des mets locaux en milieu scolaire.
- Soutien aux espaces de promotion des mets locaux.
- Mettre en place une base de données sur la transformation agroalimentaire.
- Améliorer l'accès aux financements inclusifs des entrepreneurs agricoles.
- Poursuivre les efforts sur la labellisation et la certification des produits agro pastoraux et halieutiques nationaux.
- Sensibiliser sur le respect des bonnes pratiques agricoles, vétérinaires et alimentaires afin d'améliorer la sécurité sanitaire des produits agro pastoraux et halieutiques.
- Développer des laboratoires d'analyse pour garantir la qualité des produits et faciliter l'accès aux marchés.
- Vulgariser les résultats existants et mener des recherches supplémentaires pour améliorer les procédés de transformation et développer de nouveaux produits.

3. Comment promouvoir l'agro-alimentaire au Burkina Faso ?

Au regard de l'importance de l'agro-alimentaire dans l'économie nationale et la recherche de la souveraineté alimentaire, il y a lieu d'accorder à ce secteur une attention particulière. Pour y parvenir nous proposons ci-dessous quelques pistes de réflexion.

3.1. Prise en compte dans les politiques publiques

Comme susévoqué, l'agro-alimentaire n'apparaît pas toujours de façon explicite dans les documents de politiques publiques. Pour y remédier, nous suggérons l'élaboration d'une **Stratégie nationale de développement de l'agro-alimentaire au Burkina Faso.**

L'objectif global de cette stratégie pourrait être formulé comme suit : *Contribuer durablement à la construction de la souveraineté alimentaire par la transformation agro-alimentaire*. Cet objectif est en phase avec la vision actuelle des autorités politiques qui soutiennent fortement la souveraineté alimentaire.

La stratégie pourrait s'articuler autour des axes stratégiques suivants :

- **Axe stratégique 1 : Amélioration de la gouvernance du secteur agro-alimentaire** : le secteur agro-alimentaire doit être davantage orienté vers le marché et créateur d'emplois décents, basé sur des modes de production et de consommation durables. De ce point de vue, sa gouvernance mérite une attention particulière. Elle sera assurée par deux types d'acteurs : l'Etat et les acteurs de l'agro-alimentaire. En ce qui concerne l'Etat, il s'agira de manifester une volonté claire en faveur de l'agro-alimentaire et de faire en sorte qu'il soit porté par les politiques publiques. En outre, il doit créer un environnement législatif et réglementaire favorable à l'agro-alimentaire. Quant aux acteurs de l'agro-alimentaire, ils doivent œuvrer à la mise en place et au bon fonctionnement des structures de pilotage et de coordination de l'agro-alimentaire aux niveaux national, régional et local.
- **Axe stratégique 2 : Mise à l'échelle des bonnes pratiques de transformation agro-alimentaire dans toutes les régions du Burkina Faso** : concrètement il s'agira : (i) d'élaborer et mettre en œuvre des projets et programmes sur l'agro-alimentaire à l'échelle nationale, (ii) de prendre en compte l'agro-alimentaire dans les plans régionaux et les plans locaux de développement et (iii) de vulgariser les bonnes pratiques de transformation agro-alimentaire éprouvées sur l'ensemble du territoire national.
- **Axe stratégique 3 : Financement de l'agro-alimentaire** : le secteur agro-alimentaire peine à prendre son envol au Burkina Faso malgré sa capacité à contribuer fortement au développement socio-économique du pays. Cela s'explique, entre autres, par le fait qu'il manque un financement adapté. Or, le développement de ce secteur a besoin d'être soutenu par des ressources financières stables et durables. A travers cet axe stratégique, il s'agira de mobiliser ce type de ressources en faveur de l'agro-alimentaire, de rechercher des financements innovants et des mécanismes appropriés.

Ces axes stratégiques sont donnés à titre indicatif et surtout pour susciter la réflexion. Lors de l'élaboration de la Stratégie nationale de développement de l'agro-alimentaire au Burkina Faso, leur contenu et leur nombre pourront être revus et affinés. Le processus doit être participatif. Outre les acteurs de l'agro-alimentaire, il doit impliquer au moins les ministères suivants :

- Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques ;
- Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;
- Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement ;
- Ministère de l'économie et des finances ;
- Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- Ministère de la santé.

3.2. Renforcement des capacités des acteurs

Le renforcement des capacités des acteurs est sans doute l'un des meilleurs moyens pour promouvoir l'agro-alimentaire. Cela peut se faire par la mise en œuvre des actions suivantes :

- former les organisations des producteurs/trices à une meilleure connaissance et maîtrise des technologies alimentaires ;
- former des agents d'appui-conseil pour la vulgarisation des technologies alimentaires ;
- créer et appuyer des cadres de concertation permanents entre les producteurs, les transformateurs, les fabricants d'équipements de la transformation agro-alimentaire, les chercheurs et les développeurs sur l'agro-alimentaire.

Au Burkina Faso les principaux acteurs de l'agro-alimentaire sont regroupés au sein de la Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de transformation du Burkina (FIAB). La FIAB est une association de professionnels créée en novembre 1991. Elle est un regroupement d'associations, d'organisations professionnelles et d'entreprises, œuvrant dans le domaine de l'agro-alimentaire, préservant leur autonomie de fonctionnement et de gestion. Elle est apolitique et non confessionnelle, régie par la loi 064-2015/CNT portant liberté d'association du 20 octobre 2015. Elle intervient principalement dans les douze (12) filières suivantes : céréales, fruits et légumes, bétail-viande, volaille, lait et produits dérivés, oléagineux, légumineuses, tubercules, produits forestiers non ligneux, miel, pêche, restauration.

La FIAB peut servir d'organisation de référence pour bénéficier de ce renforcement de capacités car elle développe un conseil interne à ses membres à travers des services-supports à la compétitivité. A l'heure actuelle ses besoins en renforcement des capacités sont spécifiquement les suivants :

-
- la mise en place d'un label qualité/produits locaux ;
- la mise en place d'un Centre multi-services d'accompagnement de proximité pour les acteurs de l'agro-industrie ;
- la mise en place de la Fédération sous-Régionale des Industries Agro-Alimentaires de l'Afrique de l'Ouest (FRIA-AO).

3.3. Soutien à la recherche sur l'agro-alimentaire

Dans le domaine de l'agro-alimentaire des résultats de recherche très intéressants ont déjà obtenus par les chercheurs nationaux. En la matière, il y a lieu de louer les efforts déployés par ces chercheurs avec le peu de moyens dont ces derniers disposent.

A l'heure actuelle les besoins en recherche sont nombreux mais on peut cibler deux domaines principaux :

- développement de nouveaux procédés de transformation ;
- développement de nouveaux produits.

Ils ne sont ni exclusifs ni limitatifs mais correspondent à ceux portés par le MARAH à travers la DGPER.

Au Burkina Faso le leader en matière de recherche agro-alimentaire est l'IRSAT (Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies), un institut spécialisé du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST).

La mission de l'IRSAT est de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes de recherche au bénéfice des partenaires au développement, notamment dans le domaine des technologies alimentaires, tout en soutenant ceux qui cherchent à créer et développer des micro-entreprises performantes.

L'IRSAT a pour missions principale de mettre en œuvre la Politique Nationale de la Recherche Scientifique et Technologique (PNRST), adoptée par le Gouvernement dans le domaine des sciences appliquées et technologies. A ce titre, il effectue la Recherche-Développement dans les domaines de l'énergie, de la mécanisation, des substances naturelles et de la technologie alimentaire.

Il comporte quatre (4) départements spécialisés qui sont :

- le Département Énergie,
- le Département Mécanisation,
- le Département Substances naturelles,
- le Département Technologie alimentaire.

En outre, afin de promouvoir une recherche dynamique, orientée vers la résolution des contraintes de développement, et pour encourager la coopération entre la recherche et les services de développement, l'IRSAT peut entreprendre de :

- assurer la diffusion de l'information scientifique et technique ;
- participer à la formation scientifique des cadres ;
- valoriser les résultats de la recherche et promouvoir leur utilisation par les populations;
- créer et gérer des unités et / ou participer à la création d'unités de production dans le but de valoriser les produits de la recherche et de mobiliser des ressources propres ;
- assurer des prestations de service et conclure des conventions de coopération avec d'autres organismes publics ou privés à titre onéreux ;
- exploiter des brevets ou licences et commercialiser les produits de ces activités.

De par ses compétences, l'IRSAT est tout à fait indiqué pour conduire la recherche sur l'agro-alimentaire. Sur cette base, les soutiens de l'Etat, quelle que soit leur nature, doivent être orientés prioritairement sur l'IRSAT.

CONCLUSION

Le secteur de l'agro-alimentaire, bien qu'il ne soit pas suffisamment connu et soutenu par les politiques publiques, est porteur d'espoir pour le Burkina Faso. Il contribue à la réalisation de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire, ainsi qu'à l'économie nationale à travers sa part dans le PIB, les impôts et taxes payés, le chiffre d'affaires dégagé, le nombre d'emplois créés et la masse salariale supportée. Certes, il comporte de nombreux défis mais aussi des opportunités intéressantes à exploiter. C'est donc un secteur à promouvoir pour un meilleur devenir du Burkina Faso.

BIBLIOGRAPHIE

- **AUTRE TERRE, 2020:** Le défi agro-alimentaire au Burkina Faso. Ouagadougou. Burkina Faso. 5 pages.
- **BIKIENGA I.M., 2019 :** Importance des chaînes de valeur agricoles dans le développement économique de l'Afrique, et les politiques et stratégies pour les optimiser. Communication à l'occasion du 1^{er} Salon africain de l'agriculture (SAFAGRI). N'Djaména, Tchad, 13 mars 2019. 12 pages.
- **GIZ, 2021:** Innovations pour le secteur agro-alimentaire au Burkina Faso. Introduction et vulgarisation des innovations le long des chaînes de valeur riz et sésame. De la semence à la production et à la transformation. Eschborn, Allemagne. 2 pages.
- **GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2023 :** Discours prononcé par Akinwimi A. Adesina, Président de la Banque africaine de développement, au Sommet « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience », 25 au 27 janvier 2023. Dakar, Sénégal. 5 pages.
- **I&P ET L'AGRO-ALIMENTAIRE 2023 :** Accompagner les PME qui nourrissent l'Afrique. Avril 2023. 6 pages.
- **INTER-RESEAUX DEVELOPPEMENT RURAL, 2021:** Le secteur privé dans les filières agro-alimentaires au Burkina Faso. État des lieux des acteurs et des appuis. Ouagadougou. Burkina Faso. 43 pages.
- **KAM S. A., 2025:** La recherche au Burkina Faso: l'IRSAT met la lumière sur les résultats dormants des chercheurs. Dans Sciences-Campus Info. Ouagadougou. Burkina Faso. 2 pages.
- **MARAH, 2022:** Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) 2021-2025. Ouagadougou. Burkina Faso. 140 pages.
- **MARAH, 2024:** Etat des lieux de la transformation et de la valorisation des produits agropastoraux et halieutiques au Burkina Faso. Présentation faite par la Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale (DGPER). Ouagadougou. Burkina Faso. 32 diapos.
- **MDICAPME, 2022 :** Rapport 2022 sur l'industrie. Contribution des meuneries au développement socio-économique du Burkina Faso. 95 pages.